

2020-12-19

Chers amis assujettis à la CSG en France,

Cette lettre fait suite à l'organisation par l'AFIF d'une réunion sur la fiscalité. Nous remercions au passage l'AFIF et l'association du CERN pour les démarches permettant de vous informer aujourd'hui.

La co-direction de cet événement avait été assurée par Raphaël DARD du bureau de l'AFIF.

Des questions nous ont été posées, voici quelques réponses :

- **Délais d'envoi** : le 31/12/2020 concerne la déclaration fiscale de 2018 (revenus 2017), pour les années postérieures, l'échéance est repoussée d'une année
- **lettre type**: cette lettre de réclamation type est en cours de finalisation, elle a été rédigée par nos collègues de l'association du personnel du CERN pour les collègues du CERN, qui sont à l'origine de cette démarche, elle devra donc être adaptée. Elle vous sera envoyée et sera disponible sur le site de l'AFIF avec le résumé de la conférence
- **Démarche individuelle**: il appartiendra à chaque *demandeur* d'envoyer sa lettre, à titre individuel aux services fiscaux de son *lieu* de résidence

Si et seulement si vous n'avez aucun contact avec la couverture de Sécurité Sociale en France, vous trouverez ci-dessous les documents vous permettant de récupérer la CSG indument facturée.

Annexe 1

DEMANDE D'EXONERATION DU PRELEVEMENT DE LA CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE ET DE CONTRIBUTION AU REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE SUR LES PRODUITS DE PLACEMENT

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(Articles L. 136-7 du code de la sécurité sociale, l'article 16 de l'ordonnance no 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, et D. 136-1 du code de la sécurité sociale)

Je soussigné(e)
Demeurant
.....

Demande à être dispensé du prélèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) prévue à l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) prévue par l'article 16 de l'ordonnance no 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale.

J'atteste sur l'honneur que, par application des dispositions du règlement (CE) no 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, je relève d'une législation soumise à ces dispositions, et que je ne suis pas à la charge d'un régime obligatoire de sécurité sociale français.

Je relève,
depuis le
dans l'Etat de
de la caisse de protection sociale
en qualité de :

- Travailleur salarié
- Travailleur non-salarié
- Titulaire d'une pension ou d'une rente (retraite, invalidité, accident du travail et maladie professionnelle) Autre (préciser).....

J'atteste être en possession de l'une des pièces suivantes, en cours de validité à ce jour et m'engage à la produire à toute demande de l'administration :

1° Le formulaire S1 « Inscription en vue de bénéficier de prestations de l'assurance maladie » délivré en application des règlements européens (CE) no 883/04 et (CE) no 987/09 et mentionnant l'affiliation de la personne auprès de l'un des États membres de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou en Suisse ;

2° Le formulaire A1 « Certificat concernant la législation de sécurité sociale applicable au titulaire » délivré en application des règlements européens (CE) no 883/04 et (CE) no 987/09 ;

3° Une attestation d'affiliation équivalente aux formulaires visés aux 1° et 2°, délivrée par l'institution auprès de laquelle la personne est affiliée ;

4° Une attestation d'affiliation au régime commun de sécurité sociale des institutions de l'Union.

Je m'engage à signaler à l'établissement payeur tout changement dans ma situation en matière de sécurité sociale, dans le mois suivant celui-ci, et à régulariser spontanément, en tant que de besoin, ma situation en matière de prélèvements sociaux dans le cadre de ma déclaration de revenus.

Je m'engage également à tenir à la disposition de l'administration toute pièce justificative visée ci-dessus, en cours de validité pour la période au titre de laquelle je demande à être dispensé des contributions susmentionnées.

J'ai conscience que la présente attestation est valable pour une durée expirant le 31 décembre de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle elle a été signée et qu'à l'issue de cette période, le maintien de la dispense des contributions susmentionnées est conditionné à la transmission d'une nouvelle attestation, toutes conditions de fond par ailleurs remplies.

Je certifie l'exactitude des informations portées sur ce document.

J'ai conscience que cette déclaration m'engage et que toute fausse déclaration, ou tout manquement à l'obligation de signaler un changement de situation, est susceptible de m'exposer, outre le paiement des impositions éludées, à des majorations fiscales (1) et, le cas échéant, à des sanctions pénales (2).

Fait à Le
.....

Le titulaire

Signature Client

(1) Article 1729 du code général des impôts : « Les inexactitudes ou les omissions relevées dans une déclaration ou un acte comportant l'indication d'éléments à retenir pour l'assiette ou la liquidation de l'impôt ainsi que la restitution d'une créance de nature fiscale dont le versement a été indûment obtenu de l'Etat entraînent l'application d'une majoration de : a. 40 % en cas de manquement délibéré ; [...] c. 80 % en cas de manœuvres frauduleuses [...] ».

(2) Article 441-7 du Code pénal : « Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait : 1o D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2o De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ; 3o De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise soit en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui [...] ».

Note explicative pour l'établissement du courrier de réclamation au centre des impôts de votre domicile.

Information à transcrire sur votre lettre (Recommandé avec accusé de réception ou via messagerie sécurisée depuis votre espace fiscal avec accusé de réception du message) :

Nom et Prénom(s)

Préciser : Fonctionnaire ou **retraité du**

Votre Adresse personnelle -Votre Numéro fiscal - Votre nationalité

Date de votre courrier

Objet :Demande de restitution des cotisations CSG-CRDS / Prélèvements sociaux sur les revenus 2017, 2018 et 2019

- **Article 45 du Traité de l'UE**

- **Décision du Conseil d'Etat N° 4323985** du 9 septembre 2020 visant à élargir l'exonération de la CSG-CRDS, des Prélèvements Sociaux et Prélèvements Sociaux Additionnels des revenus du patrimoine aux fonctionnaires internationaux citoyens des pays membres de l'Union Européenne (UE), de l'Espace Economique Européen (EEE) et de la Suisse,

(Prescription pour les années antérieures à 2017)

Si vous souhaitez rédiger un courrier différent de celui proposé ci-dessous, il faut impérativement que les informations du cadre soient reprises de manière exhaustive.

Il faut rédiger une réclamation contentieuse demandant le remboursement des prélèvements sociaux perçus pour les années considérées.

Il est aussi important et nécessaire de mettre en annexe les documents suivants :

- Attestation d'assurance UNIQA(ou autre) pour les 2 conjoints
- Copie du passeport ou de la carte d'identité nationale
- Attestation de votre statut de fonctionnaire et de retraité d'une Organisation Internationale
- Décision du Conseil d'Etat du 9 septembre 2020
- Copie d'avis d'impôts 2018, 2019, 2020 montrant les prélèvements sociaux
- Copie des relevés de comptefaisant apparaitre les prélèvements sociaux prélevés par les organismes financiers
- Copie du formulaire 2048 montrant les prélèvements sur plus-value immobilière

La réclamation doit être adressée au plus tard le 31 décembre 2020 pour une réclamation portant sur les revenus 2017.

Le délai de réponse est d'au moins un mois.

Si vous n'avez obtenu aucune réponse dans un délai de 3 mois, il faut alors relancer l'administration fiscale. Sans nouvelle réponse, il faudra alors envisager le recours au Tribunal administratif de votre domicile.

Les parties en jaune dans le courrier sont à adapter en fonction de la situation personnelle de chaque contribuable au moment de la réclamation.

La réclamation contentieuse doit être impérativement datée et signée par le contribuable.

Le modèle de lettre peut être utilisé pour n'importe quel centre des impôts (Haute-Savoie, Ain, partout en France)

Nom, prénom

Centre des impôts

Adresse

N. fiscal :

Nationalité :

Le --/--/2010

Objet : Demande de restitution des cotisations CSG-CRDS / Prélèvements sociaux sur les revenus 2017, 2018 et 2019, Vu l'Article 45 du Traité de l'UE, Vu la Décision du Conseil d'Etat N° 432985 du 9 septembre 2020

Madame, Monsieur,

Au titre des revenus fonciers **et/ou mobiliers** dont je dispose, j'ai établi des déclarations fiscales N° 2042 et N°2044.

Ces déclarations ont été établies :

- En 2018 pour les revenus de l'année 2017
- En 2019 pour les revenus de l'année 2018
- En 2020 pour les revenus de l'année 2019

J'ai reçu, par voie de conséquence, des avis d'impôts au titre des revenus correspondants pour les **années 2017, 2018, 2019**

Ces avis d'impôts font apparaître les prélèvements sociaux suivants :

- Avis d'impôts 2018 sur les revenus de 2017 : ???? euros
- Avis d'impôts 2019 sur les revenus de 2018 : ???? euros
- Avis d'impôts 2020 sur les revenus de 2019 : ???? euros

De plus, j'ai été soumis aux prélèvements sociaux en 2017, 2018, 2019 sur les comptes suivants :

- Compte x
- Compte y
- Compte z

(Paragraphe sur les prélèvements sociaux acquittés sur la plus-value lors de la vente d'un bien immobilier.)

En complément, j'ai été soumis en 2017, 2018, 2019 aux prélèvements sociaux sur la plus-value lors de la vente d'un immeuble situé (adresse). Ces prélèvements ont été acquittés via le formulaire 2048 et s'élèvent à (montant).

Par le présent courrier, je conteste l'assujettissement de mes revenus fonciers et mobiliers aux prélèvements sociaux (CSG – CRDS – Prélèvements social - Contribution additionnelle). En tant que fonctionnaire (retraité) du ..., j'en relève pas de la législation française relative à la sécurité sociale et je suis affilié au régime d'assurance maladie et de prévoyance sociale de mon Organisation (détaillez).

Il ressort de l'arrêt du 26 février 2015 de la Cour de justice de l'Union européenne (cf. affaire C-623/13), enrichi depuis le 9 septembre 2020 de l'arrêt du Conseil d'Etat (affaire 4323985), que les prélèvements sociaux (CSG, CRDS, Prélèvements sociaux et Prélèvements sociaux additionnels) sur les revenus fonciers et du patrimoine ne sont pas compatibles avec ce qui précède.

Cette jurisprudence récente élargit l'exonération de ces prélèvements sociaux aux fonctionnaires internationaux et retraités, citoyens des pays membres de l'Union Européenne et de l'espace économique européen et de la Suisse.

L'Arrêt du Conseil d'Etat se base sur le fait que les fonctionnaires internationaux et retraités ont cotisé sans contrepartie à un régime de Sécurité sociale dont ils ne relevaient pas, ce qui relève d'une entrave à l'Article 45 du Traité de l'Union Européenne.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir procéder au remboursement de la CSG-CRDS, des Prélèvements Sociaux et des Prélèvements Sociaux Additionnels indiqués en objet, et détaillés dans le récapitulatif ci-dessus, que j'ai acquittés à tort et à fonds perdus depuis plusieurs années, assorti des intérêts moratoires au taux en vigueur.

Vous en remerciant par avance et restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Nom, prénom
Signature, date

Pièces jointes :

- Attestation d'assurance UNIQA des 2 conjoints
- Copie du passeport ou de la carte d'identité nationale

- Attestation de votre statut de fonctionnaire et de retraité du CERN le cas échéant
- Décision du Conseil d'Etat du 9 septembre 2020
- Copie d'avis d'impôts 2018, 2019, 2020 montrant les prélèvements sociaux
- Copie des relevés de compte qui font apparaître les prélèvements sociaux prélevés par les organismes financiers
- Copie du formulaire 2048 montrant les prélèvements sur plus-value immobilière

DEMANDE DE DISPENSE DU PRELEVEMENT A TITRE D'ACOMPTE SUR LES REVENUS DE CERTAINS PRODUITS DE PLACEMENT A PERCEVOIR EN 2021

**- ATTESTATION SUR L'HONNEUR -
(A formuler avant le 30 novembre 2020 - article 242 quater du Code Général des Impôts)**

Numéro de compte : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Je (Nous) soussigné(e/s)

M. Mme Mlle

NOM : _____ Prénom : _____

Né(e) le _____ à _____

Demeurant

à _____

Conjoint ou partenaire d'un PACS soumis à imposition commune :

M. Mme Mlle

NOM : _____ Prénom : _____

Né(e) le _____ à _____

Demeurant

à _____

Ainsi que les personnes mineures et/ou majeures composant mon (notre) foyer fiscal :

M. Mme Mlle

personne mineure (représentée par le demandeur) personne majeure

majeure

NOM : _____ Prénom : _____

Né(e) le _____ à _____

Demeurant

à _____

Qualité du Signataire (si personne majeure) : _____

M. Mme Mlle

personne mineure (représentée par le demandeur) personne majeure

majeure

NOM : _____ Prénom : _____

Né(e) le _____ à _____

Demeurant
à _____

Qualité du Signataire (si personne majeure) : _____

M. Mme Mlle personne mineure (représentée par le demandeur) personne majeure

NOM : _____ Prénom : _____

Né(e) le _____ à _____

Demeurant
à _____

Qualité du Signataire (si personne majeure) : _____

M. Mme Mlle personne mineure (représentée par le demandeur) personne majeure

NOM : _____ Prénom : _____

Né(e) le _____ à _____

Demeurant
à _____

Qualité du Signataire (si personne majeure) : _____

Résident(s) de France au sens de la législation fiscale,

atteste(ons) sur l'honneur **sous ma(notre) propre et entière responsabilité** remplir les conditions pour bénéficier en 2021 de la dispense du prélèvement à titre d'acompte sur les revenus de certains produits de placement (intérêts et dividendes au taux en vigueur à compter du 1er janvier 2021) selon les indications fournies ci-après :

Je (Nous) demande(ons) à être dispensé(e/s) du prélèvement à titre d'acompte sur :

Les intérêts * des placements afférents aux comptes et produits que je(nous) détiens(détenons) dans la Caisse régionale du ainsi qu'à tout produit ou compte similaire ouvert postérieurement à la date de la présente attestation (le revenu fiscal de référence de 2019 figurant sur l'avis d'impôt sur le revenu reçu en 2020 du foyer fiscal auquel j'appartiens (nous appartenons) étant inférieur à 25.000 euros pour un célibataire, divorcé ou veuf ou 50.000 euros pour un couple soumis à imposition commune).

Si l'un des signataires est entrepreneur individuel, il reconnaît avoir été informé que la demande de dispense s'appliquera aux comptes détenus à titre privé comme à titre professionnel.

* Intérêts et produits de toute nature de fonds d'Etat, obligations, titres participatifs, bons et autres titres de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants, notamment les intérêts de comptes sur livret et de dépôts à terme ...

**DEMANDE DE DISPENSE DU PRELEVEMENT A TITRE D'ACOMPTE SUR LES REVENUS DE CERTAINS PRODUITS DE PLACEMENT A PERCEVOIR EN 2021
- ATTESTATION SUR L'HONNEUR -
(A formuler avant le 30 novembre 2020 - article 242 quater du Code Général des Impôts)**

Les dividendes d'actions et revenus distribués ** afférents aux comptes et produits que je(nous) détiens(détenons) dans la Caisse régionale du ainsi qu'à tout produit ou compte similaire ouvert postérieurement à la date de la présente attestation (le revenu fiscal de référence de 2019 figurant sur l'avis d'impôt sur le revenu reçu en 2020 du foyer fiscal auquel j'appartiens (nous appartenons) est inférieur à 50.000 euros pour un célibataire, divorcé ou veuf ou 75.000 euros pour un couple soumis à imposition commune).

** Revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et 120 à 123 bis du Code Général des Impôts relatifs notamment aux distributions de dividendes.

Je reconnais être informé(e) que cette demande de dispense portera sur le prélèvement appliqué aux intérêts et aux dividendes à titre d'acompte (au taux en vigueur à partir du 1er janvier 2021). Les prélèvements sociaux sont prélevés en tout état de cause lors du versement de ces revenus (au taux en vigueur à la date de ce versement).

Je reconnais aussi, être informé(e) que l'option fiscale relative aux modalités définitives d'imposition des revenus de capitaux mobiliers sera à déterminer, sous ma propre et entière responsabilité, lors de la déclaration de mes revenus.

Cette option pourra être exercée quel que soit le choix que j'ai effectué pour la présente demande de dispense.

Je(Nous) reconnais(sons) être informé(e/s) que cette demande de dispense s'applique de façon irrévocable aux revenus payés en 2021 pour **tous mes(nos) comptes concernés détenus à la Caisse régionale de** (comptes individuels détenus par les personnes signataires ou comptes joints entre personnes représentées ou signataires composant mon(notre) foyer fiscal), ainsi qu'à tout produit ou compte similaire ouvert dans la même Caisse régionale postérieurement à la date de la présente attestation. Cette demande ne concerne pas les comptes détenus dans d'autres établissements bancaires ou Caisses régionales. Elle ne couvre les comptes codétenus avec des personnes n'appartenant pas au même foyer fiscal que si tous les codétenteurs de ces comptes ont présenté une demande de dispense.

Je(Nous) reconnais(sons) être informé(e/s) des sanctions applicables aux contribuables ayant fourni irrégulièrement une attestation à leur établissement payeur afin d'être dispensés du paiement de ces prélèvements (amende égale à 10 % du montant des prélèvements pour lesquels la demande de dispense a été formulée à tort). Je(Nous) reconnais(sons) que **cette attestation ne produit d'effet que pour les revenus perçus pendant l'année qu'elle vise.**

J'ai(Nous avons) remis une copie de mon(notre) avis d'imposition - FACULTATIF.

Le demandeur	Le conjoint ou partenaire d'un PACS (facultatif pour les comptes joints entre époux ou partenaires d'un PACS)
NOM Prénom	NOM Prénom
Fait le	Fait le
A	A
Signature	Signature

Les personnes mineures appartenant au foyer fiscal		
NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom
Fait le	Fait le	Fait le
A	A	A
Signature du représentant	Signature du représentant	Signature du représentant

Les personnes majeures appartenant au foyer fiscal		
NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom
Fait le	Fait le	Fait le
A	A	A
Signature	Signature	Signature